

Lisez le journal numérique  
sur le site : [lindependant.org](http://lindependant.org)

# L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1568 D

PRIX : 3000 FG \* ZONE CEFA : 500

P.5



Ministère de la santé

## Péthé Diallo saute, Diouhé Bah débarque!

Satire a vue

**Coplan se tire et nous  
laisse dans un délire**

P.4

Tragédie à Hamdallaye  
**Ousmane Bah assassiné, la  
famille préfère la justice  
divine**

P.5

Bogola Haba

**«Alpha doit retourner à  
Conakry et répondre de ses  
actes devant la justice  
guinéenne»**

P.6

Guinée



**Appel à la mobilisation  
citoyenne suite à  
l'arrestation d'un  
partisan d'Alpha**

P.5

## Coup de théâtre

## Le ministre du Travail repousse les limites pour le concours de recrutement à la Fonction Publique 2023 !



Dans un geste significatif pour répondre à l'enthousiasme massif suscité par l'annonce du concours de recrutement à la Fonction Publique pour la session 2023, le Ministre du Travail

et de la Fonction Publique, Julien Yombouno, a décidé de proroger le délai des inscriptions de deux semaines. Cette décision fait suite aux nombreuses sollicitations émanant de candidats confrontés à des difficultés substantielles pour rassembler les pièces nécessaires à leur inscription.

La date limite initialement fixée au 21 novembre a été repoussée au 5 décembre 2023 à 23h59, comme l'a officiellement annoncé le ministère du Travail et de la Fonction Publique dans un communiqué diffusé ce mercredi 21 novembre 2023.

Cette extension exceptionnelle de deux semaines a pour objectif de garantir à chaque candidat une opportunité équitable de participer

au concours. Le Ministre a souligné l'importance de cette mesure, précisant que l'engouement manifeste pour le processus de recrutement méritait une réponse proactive afin de permettre à un maximum de postulants de concourir dans des conditions optimales.

Les candidats, qui font face à des contraintes logistiques ou administratives dans la préparation de leur dossier, disposent ainsi d'une marge supplémentaire pour finaliser leurs inscriptions sur la plateforme dédiée, baptisée «Concours et Examens Professionnels». Les autorités encourageant activement les postulants à saisir cette opportunité, le ministère s'est engagé à faciliter le processus dans la mesure du possible, afin de promouvoir une participation aussi large que possible à ce concours crucial.

Cette décision atteste de la volonté du gouvernement de favoriser un recrutement transparent et ouvert à tous, tout en témoignant d'une sensibilité accrue aux difficultés rencontrées par les candidats. Les regards sont désormais tournés vers cette nouvelle échéance, alors que les aspirants fonctionnaires se préparent à franchir les dernières étapes de leur candidature dans cette compétition capitale pour l'avenir de la Fonction Publique.

Souleymane Bah

# Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

## Affaire Explosive

## Charles Wright engage des poursuites historiques contre Alpha Condé pour trahison...



Alphonse Charles Wright, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme en Guinée, a émis un courrier ce lundi, 20 novembre 2023 ordonnant l'engagement de poursuites judiciaires contre l'ancien président déchu, Alpha Condé, ainsi que contre Fodé Moussa Mara, également connu sous le nom de Général El SISI. Les accusations portées à leur encontre incluent des faits présumés de « trahison, d'association de malfaiteurs, et de complicité dans la détention illégitime d'armes et de munitions ».

Dans le courrier adressé au Procureur Général près la Cour d'Appel de Conakry, le ministre Wright expose les chefs d'accusation qui pèsent sur les deux personnalités. La rédaction vous propose ci-dessous une copie du document officiel.

Les principaux griefs portés à l'encontre d'Alpha Condé et de Fodé Moussa Mara découlent de leur présumée implication dans des actes de trahison, ainsi que de leur association avec des groupes de malfaiteurs. La détention illégitime d'armes et de munitions, selon le ministre Wright, est un élément clé de ces accusations.

Le gouvernement guinéen

prend ainsi une mesure décisive contre l'ancien président, qui avait été renversé dans un contexte politique tumultueux. Ces développements juridiques soulèvent des questions sur les événements passés...

Il est à noter que le dossier judiciaire contre Alpha Condé et Fodé Moussa Mara marque une étape importante dans le processus de justice post-transition en Guinée. Les détails de ces accusations suscitent l'attention du public et soulèvent des interrogations quant aux conséquences potentielles pour les accusés.

La décision du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ouvre une nouvelle page dans le livre de l'histoire judiciaire guinéenne, laissant entrevoir des poursuites judiciaires potentiellement historiques contre l'ancien président Alpha Condé et ses alliés présumés. La bataille pour la justice et la vérité se poursuit, sous les projecteurs de l'attention mondiale, dans l'espoir de mettre fin à l'impunité et de restaurer la confiance dans le système judiciaire guinéen.

Souleymane Bah

## L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Kipé Dadiya  
Commune de Ratoma  
servicecommercial@lindependant.org  
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18  
Conakry

**Directeur de Publication**

Alpha Amadou DIALLO:  
628.85.84.18 Email:  
alphaamadoudiallo@lindependant.org  
dialloalphaamd2000@gmail.com

**Redacteur en chef**

Algassimou DIALLO  
**Comité de rédaction**  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Algassimou L. DIALLO

**Collaborateurs**

Oumar CAMARA  
Abdoul Chaolis DIALLO  
Saliou KEITA  
Louda DIA

**P.A.O**

G. SOUMAORO  
Tél. (+224) 628.529.162

**Recouvrements, Abonnements,**

**Marketing, Publicités & Annonces**  
servicecommercial@lindependant.org  
Amadou Tidiane DIALLO  
Tél. (+224) 666 60 79 99  
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression:** SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site  
<https://lindependant.org>

## Ministère de la santé

**Péthé Diallo saute, Diouhé Bah débarque !**

Le chef de la junte militaire en Guinée a limogé ce mardi 21 Novembre 2023 l'ex ministre de la Santé, Mamadou Péthé Diallo. Une première secousse dans l'attelage gouvernemental qui est resté sur place près de 2 ans.

Diallo a été remplacé par Oumar Diouhé Bah, ex directeur national de la Pharmacie et du Médicament.

Les rumeurs ont ces dernières semaines évoquées un « remaniement ministériel d'envergure » sans aucun résultat pour le moment.

Alpha Amadou Diallo

## Dernière minute

**L'ancien ministre de la Santé, Dr Péthé Diallo, aurait été arrêté (GuinéeNews)**

L'ex ministre de la Santé, Mamadou Péthé Diallo, a été brusquement limogé le mardi 21 novembre par le chef de la junte militaire au pouvoir. Remplacé par Oumar Diouhé Bah, ex directeur de la Pharmacie et du Médicament, le ministre déchu aurait été mis aux arrêts, d'après nos confrères de GuinéeNews.

« Selon plusieurs sources, le désormais ancien ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, aurait été arrêté ce matin à son domicile par les services de sécurité. Cependant, contacté par GuinéeNews, l'ancien ministre Péthé Diallo, dit être en réunion.

Dr Mamadou Péthé Diallo

a été limogé mardi soir par décret présidentiel et remplacé par le Directeur national de la Pharmacie, Dr Diouhé Bah.

Aux dernières nouvelles, une perquisition menée par une équipe de gendarmes serait en cours au ministère de la Santé. Les locaux du ministère étaient inaccessibles pendant plus d'une heure aux travailleurs du ministère.

On reprocherait au ministre limogé une tentative de détournement de 200 milliards de francs guinéens qui



étaient destinés à l'achat des kits pour la césarienne », affirme notre confrère ce mercredi 22 Novembre 2023.

Alpha Amadou Diallo  
(Source : GuinéeNews)

## Descente Musclée à Madina

**Le Procureur de la CRIEF dévoile l'offensive choc contre le commerce illicite de médicaments**

Aly Touré, procureur spécial près la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), a exposé les détails de l'opération récente menée par les forces de l'ordre au marché de Madina, le plus grand du pays.

La lutte incessante contre la vente illicite de produits pharmaceutiques est remise en avant-plan en Guinée.

Récemment, les forces de l'ordre ont entrepris une intervention musclée au marché de Madina, visant à fermer toutes les boutiques impliquées dans le commerce de médicaments et à interpellier leurs propriétaires. Selon le procureur spécial près la CRIEF, cette opération s'inscrit dans le cadre

d'un combat engagé il y a plusieurs mois par son parquet, visant à éradiquer le commerce illicite de produits pharmaceutiques en Guinée.

Aly Touré a déclaré lors d'une interview avec nos confrères de FIM FM ce mardi, 21 novembre 2023, que cette opération était le résultat de mesures prises

sur une longue période. Malgré de nombreuses interpellations et condamnations, le phénomène persistait, incitant la mise en place d'un comité de lutte composé d'acteurs du ministère de la Santé, de la direction nationale de la pharmacie et des médicaments, des représentants de la sécurité de la direction centrale des investigations judiciaires de la gendarmerie nationale, et du parquet spécial de la CRIEF, représenté par Moustapha Diallo, l'un de ses substituts.

C'est ce comité qui a élaboré un plan stratégique d'intervention, permettant ainsi l'intervention à Madina, reconnu comme un foyer de vente illicite de produits pharmaceutiques. Cette action a abouti à la fermeture de tous les magasins et boutiques impliqués dans la vente illégale de produits pharmaceutiques.

Saliou Keita

## Faya Millimono

**«Je n'accepterai que personne nous précipite à une élection»**

Alors que des doutes persistent sur le respect du chronogramme de 24 mois de la transition promis par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), le président du Bloc libéral assure qu'il ne voit aucune raison qui pourrait freiner le processus devant conduire au retour à l'ordre constitutionnel.

Aux détracteurs des autorités de la transition, Faya Millimono indique qu'il "n'y a encore aucune raison qui peut nous amener à douter" de la volonté de la junte de respecter le délai du chronogramme.

Le président du Bloc libéral a confié à Espace TV que "si le recensement administratif à vocation d'état civil

commence comme on vient de l'annoncer, si d'ici la fin de cette année 2023, nous avons l'avant-projet de constitution pour poursuivre le débat en attendant l'organisation du referendum, nous serons dans les délais. Il y a des actes qui sont en train d'être posés même si ce n'est pas au rythme que certains veulent".

Il laisse entendre que "pour certains, on allait organiser les élections présidentielles et avoir un président aujourd'hui".

Toutefois, prévient Dr Millimono, "je n'accepterai que personne nous précipite à une élection quand on n'est pas prêts".

Visionguineze

## Satire a vue

# Coplan se tire et nous laisse dans un délire

**Non, il ne s'agit pas du personnage de Paul Kenny. L'écrivain dont les œuvres, plusieurs fois adaptées au cinéma, ont fasciné les férus de romans d'espionnage et de polars. À Conakry, dans des salles comme le « Palace », le « Club », le « Vox » et autre « Rialto », un de ces films a connu, notamment auprès des ados, un grand succès à l'époque : « Coplan FX 18 casse tout » !**

Tant et si bien que certains ont même adopté ce surnom, tout comme d'autres se faisaient appeler Django, Fantomas, Gordon ou simplement Fernando Sancho.

Celui dont il est question dans ces lignes, ne sort pas d'une œuvre de fiction. On peut même dire qu'il est au cœur de l'actualité brûlante. En chair, en os et enveloppé d'autant de cauris que de mythes.

Récemment, il s'est cassé de la prison centrale de Conakry, en compagnie de l'ancien big boss de la junte version 2009, Dadis Camara, et deux autres codétenus. Sauf que Claude Pivi alias Coplan, contrairement à ses compagnons de cavale qui ont fini par retourner à la case prison, lui est toujours dans la nature. Introuvable, le mec. En tout cas pour l'instant, seule son ombre plane dans le prétoire du tribunal criminel de Conakry, où se tient le procès sur le carnage du 28 septembre 2009...

Le ministère de la justice, avec à sa tête l'innarrable Charles Wright, a mis sa tête à prix : 500 millions de francs guinéens (environ 50 mille euros) pour toute information permettant son arrestation. C'est vrai que l'on est loin de ce que les Américains avaient promis pour mettre le grappin sur Ben Laden, mort ou vif.

Mais à l'évidence, il y a là de quoi susciter une véritable vocation de chasseur de primes dans un pays où la pauvreté est le lot de l'immense majorité de la population.

À moins que la réputation de dur à cuire du fugitif (ainsi que sa terrible



tronche) n'incite plutôt à réfléchir à deux fois avant de jouer au mouchard... Le caractère rocambolesque de cette évasion qui a fait des victimes collatérales, après bien d'autres escapades de prisonniers à l'intérieur du pays, continue tout naturellement de susciter des commentaires qui relèvent, pour certains, davantage de la légende que de la réalité.

En outre, cela renforce l'atmosphère d'insécurité qui règne à la fois parmi les citoyens ordinaires, les personnes influentes et les avocats impliqués dans le procès. On se demande qui peut réellement se sentir en sécurité dans ce pays !

Maintenant que la chasse à l'homme est lancée, quelle sera la suite avant que le mot FIN ne s'affiche au milieu de l'écran ? Aura-t-on droit à des péripéties dignes d'un film formidable ? Ou allons-nous vers un dénouement fort minable qui va laisser plus d'un sur sa faim ? Et que dire de ce sentiment de déjà vu qui persiste ? Depuis des lustres, notre pays ressem-

ble à une maison folle, où règnent le désordre, la précarité, l'insécurité et un avenir plombé.

On ne peut s'empêcher de se demander si le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), actuellement au pouvoir, n'est pas un avatar du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD) de 2009. Si ce n'est pas le cas, on a tout de même l'impression que le premier est en train de marcher dans les pas du second.

Pourtant la Guinée mérite beaucoup mieux. Il est essentiel que les dirigeants actuels œuvrent véritablement pour le bien-être de tous les citoyens. Seul un engagement sincère en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit et du développement pourra permettre de rompre avec ce cycle de désillusion et d'instabilité qui perdure depuis si longtemps.

Thomas Fuller a écrit que « le paradis des fous, est l'enfer des sages. »

À méditer...

A. Top Sylla

## Mines/pétrole

# Après la Guinée, Beny Steinmetz refait surface...en Italie

**Condamné par la justice suisse pour corruption en Guinée, le milliardaire franco-israélien réapparaît en Italie, où son nom est lié au rachat suspect de la plus grande raffinerie de pétrole du pays.**

Alors que le sort de Beny Steinmetz est suspendu à la décision du Tribunal fédéral, la plus haute instance juridique suisse, le magnat franco-israélien des mines rebondit au sud de l'Europe. Selon le *Financial Times*, l'homme d'affaires serait impliqué dans le rachat par le fonds d'investissements chypriote GOI Energy de la raffinerie de pétrole ISAB en Sicile, qui appartenait jusqu'à janvier au géant pétrolier russe Lukoil.

Selon le quotidien économique britannique, Beny Steinmetz a discuté, à Milan et à Rome, avec des avocats et des conseillers au sujet de l'offre de 1,5 milliard d'euros faite par GOI Energy pour la raffinerie ISAB. Le tycoon a été accompagné lors de ses déplacements par la nièce du Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, Alexia Bakoyannis, qui, un temps membre du conseil d'administration du fond chypriote, possède toujours des parts dans l'entreprise.

Infrastructure stratégique en Italie, ISAB assure 30 % de l'approvisionnement en diesel et 20 % de la capacité totale de raffinage, à en croire les données de Kpler. Initialement convoitée par la société américaine de capital-investissement Crossbridge et le négociant suisse Vitol, la raffinerie a fini dans les mains de GOI Energy, une société jusqu'à inconnue, qui aurait offert des garanties plus solides en matière d'emploi et d'exploitation, d'après le gouvernement italien.

Facilitée par le géant mondial de courtage pétrolier et d'affrètement maritime, Trafigura – dont la réputation est entachée par des scandales de corruption – l'opération fait planer l'ombre de Beny Steinmetz. En effet toujours selon les informations recueillies par le *Financial Times*, le directeur général et actionnaire de



GOI Energy Michael Bobrov, posséderait, par ailleurs, des parts dans une raffinerie appartenant aux gendres du tycoon. Quant au principal actionnaire du fonds chypriote, Argus New Energy Fund, il serait détenu à 76 % par une fondation liée à la famille Steinmetz.

## Une saga judiciaire

Visé par un mandat d'arrêt européen émis par la Roumanie, le milliardaire âgé de 67 ans a été arrêté en septembre dernier à Chypre. Alors qu'il a été reconnu coupable, en 2020, et condamné à cinq ans de prison pour création d'un « groupe criminel organisé » et corruption dans le cadre de transactions foncières effectuées entre 2006 et 2008, Beny Steinmetz a été libéré par la Cour suprême chypriote qui a annulé une décision d'extradition.

À la tête du groupe minier BSGR, le magnat franco-israélien est en attente du verdict du Tribunal fédéral suisse, après sa condamnation en appel à trois ans de prison dont dix-huit mois ferme et une amende de 50 millions de francs suisses pour « corruption d'agents publics » en Guinée. Selon la Chambre genevoise, Beny Steinmetz a influencé le processus d'attribution de droits miniers dans le Simandou, l'un des plus importants gisements de minerai de fer du monde.

(Source : Jeune Afrique)

## Mission Italienne à Conakry

## Une initiative cruciale pour faciliter l'arrivée des citoyens Guinéens en Italie

Dans le cadre d'une visite en Guinée, l'émissaire de Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italienne, et sa délégation ont intensifié leurs rencontres avec les autorités de la transition guinéenne. À la suite d'une audience avec le Premier ministre Bernard Gomou le lundi 20 novembre, Michele Baiano, envoyé spécial de la dirigeante italienne, a réaffirmé l'engagement de son pays à renforcer la coopération avec la Guinée.

« Nous investissons du temps dans le renforcement de la coopération bilatérale entre la Guinée et l'Italie.

Cette collaboration vise à progresser dans divers domaines, notamment celui de la migration, en facilitant l'arrivée des citoyens guinéens en Italie, en leur offrant un emploi régulier, et en travaillant conjointement pour combattre tout type de trafic illicite et irrégulier dans le cadre d'une coopération bilatérale », a déclaré l'émissaire italien.

Michele Baiano s'est félicité des relations déjà établies entre les deux pays grâce à l'ambassade d'Italie à Conakry. « Nous avons des entreprises italiennes implantées en Guinée », a-t-il souligné, promettant que « nous allons travailler en-

semble pour ouvrir de nouvelles opportunités aux entreprises italiennes souhaitant exporter ou importer de Guinée, ou encore s'installer ici. Nous allons également œuvrer dans le domaine de la coopération économique. » Cette mission diplomatique italienne revêt une importance particulière dans le contexte actuel, démontrant la volonté des deux nations de renforcer leurs liens et de créer des opportunités mutuelles. La coopération étendue, allant de la migration à l'économie, est au cœur des discussions, avec une vision claire de favoriser un partenariat durable entre l'Italie et la Guinée.

Amadou Diallo

## Guinée

## Appel à la mobilisation citoyenne suite à l'arrestation d'un partisan d'Alpha Condé



Dans une déclaration officielle, la Direction Nationale du Parti RPG AEC lance un appel à la mobilisation des citoyens après l'arrestation de Fodé Moussa Marra, également connu sous le nom d'« EL SISSI », partisan actif d'Alpha Condé. L'arrestation, qualifiée d'illégale, a eu lieu dans la soirée du samedi 18 novembre 2023, alors que Marra rentrait chez lui après avoir accompli ses devoirs militants tout au long de la journée.

La Direction Nationale du Parti RPG AEC souhaite in-

former les militants, sympathisants, ainsi que toutes les organisations socio-politiques qui composent les forces vives de la Guinée, de cet événement préoccupant. Elle condamne fermement cette arrestation, la qualifiant de nouvelle illustration de la volonté des gouvernants de réprimer la voix du peuple guinéen et de saper les fondements du RPG-Arc-En-Ciel, le parti au pouvoir.

Dans cette déclaration, le Parti RPG AEC en appelle à tous les citoyens respectueux des valeurs de la dé-

mocratie et de l'état de droit. La mobilisation est sollicitée pour soutenir la position de la direction nationale du RPG-Arc-En-Ciel, condamner cet acte qualifié d'anti-démocratique et exiger la libération immédiate et inconditionnelle de Fodé Moussa Marra, plus connu sous le pseudonyme d'« EL SISSI ».

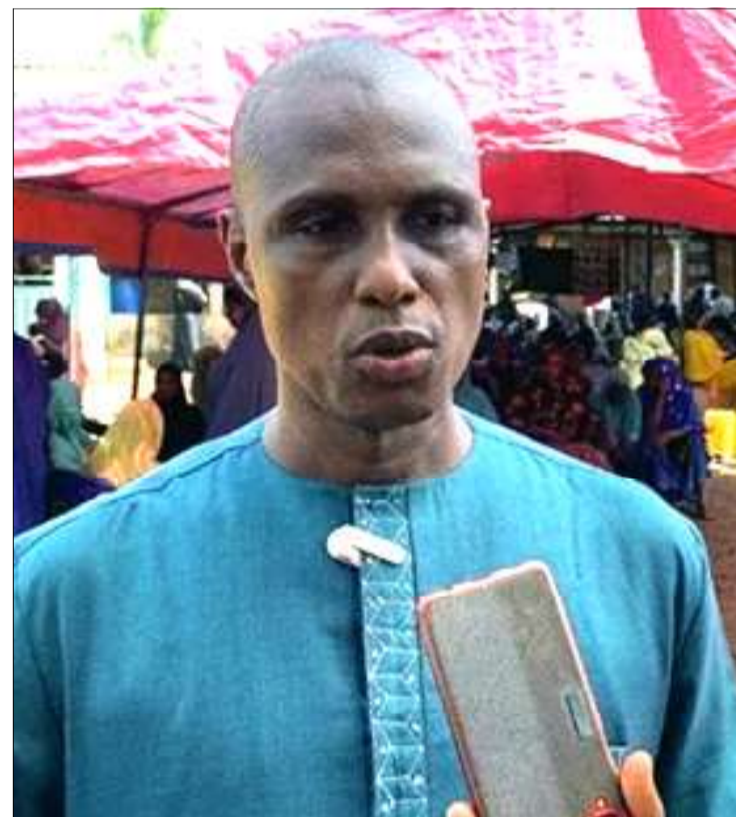
Cette arrestation suscite des inquiétudes quant à la préservation des principes démocratiques et de l'état de droit en Guinée. Le Parti RPG AEC, par le biais de cette déclaration, cherche à mobiliser l'opinion publique et à créer une coalition en faveur de la défense des droits démocratiques et individuels dans le pays. L'appel à la mobilisation vise à exprimer une opposition unifiée contre ce qu'ils considèrent comme une atteinte aux fondements mêmes de la démocratie en Guinée.

Lire le Communiqué ci-dessous

## Tragédie à Hamdallaye

## Ousmane Bah assassiné, la famille préfère la justice divine

La nuit du lundi au mardi 21 novembre 2023 restera à jamais gravée dans la mémoire de la famille d'Ousmane Bah, abattu par une balle à Hamdallaye, commune de Ratoma. La tristesse et la consternation planent sur les proches de la victime.



Boubacar Bah, l'oncle d'Ousmane, relate le drame qui a frappé son neveu alors qu'il rentrait du marché de Madina. « C'est vers 19 h qu'on m'a informé que mon neveu a reçu une balle à la tête. J'ai demandé comment c'était arrivé, on m'a dit que c'est en quittant son travail. Il habite juste derrière la mosquée Elhadj Amadou Djindji. Il était sur le point de traverser pour rentrer chez lui lorsqu'il a reçu une balle sur la tête ».

Malgré un transport d'urgence à l'hôpital Jean Paul 2, puis à Sino-guinéen, Ousmane Bah a succombé à ses blessures en route vers Donka.

Interrogé sur une éventuelle plainte, Boubacar Bah se montre pessimiste. « Les personnes que nous avons trouvées à la morgue nous avaient demandé si on voulait porter plainte, qu'ils al-

laient appeler un médecin légiste pour procéder à l'autopsie. Cependant, vu la longueur de la procédure, et qu'en Guinée les enquêtes n'aboutissent jamais, nous disons juste que ce qui est fait est fait. Les gens me demandent de porter plainte, mais contre qui ? Il n'y a jamais eu de justice ici, c'est pourquoi nous préférons la justice divine. Nous avons la foi et la certitude parce que nous sommes des croyants. Celui qui a commis cet acte ignoble sera jugé par Dieu ».

La cérémonie funéraire d'Ousmane Bah s'est déroulée à Hamdallaye après la prière de 14 heures. Sa mort s'ajoute à la liste déjà trop longue des victimes de violences sous le régime du CNRD, portant ainsi le triste bilan à 33.

Source : Guinée3360

## Dalein Diallo Salue l'Esprit Sportif de George Weah

# « Un ballon d'or du fair-play politique mérité »

Dans une élection présidentielle tendue au Libéria, George Weah, aspirant à un second mandat, a été détrôné par son opposant Joseph Boakai lors du second tour, le mardi 14 novembre. Malgré la défaite, l'occupant du palais présidentiel de Monrovia a adressé ses félicitations à son rival, reconnaissant ainsi la victoire de Boakai.

L'ancienne légende du football a personnellement appelé son adversaire pour exprimer ses félicitations, un geste démocratique qui a suscité des éloges de la part de nombreux dirigeants mondiaux. Le leader de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée, Dalein Diallo, n'est pas resté indifférent à cet événement.

Dans un post sur sa page Facebook, Dalein Diallo a partagé son admiration pour l'attitude exemplaire de George Weah : « Après avoir félicité le Président Joseph Boakai pour sa victoire à la présidentielle du 14 novembre au Libéria, j'ai félicité aussi le Président George



*Weah pour le sens de responsabilité et le fair-play dont il a fait preuve en concédant sa défaite et en appelant ses partisans à accepter la victoire de son adversaire avant même la publication des résultats définitifs de l'élection ».*

Dalein a souligné que, selon lui, « cette attitude du Président Weah est une précieuse contribution à la promotion de l'alternance pacifique et à l'ancrage de la culture démocratique sur

notre continent ». Il a qualifié cet acte « d'acte rarissime » en Afrique et a suggéré que George Weah mériterait « un autre Ballon d'Or : celui du fair-play dans la compétition politique ».

En saluant cet esprit sportif en politique, Dalein Diallo a ainsi rendu hommage à George Weah pour sa contribution exceptionnelle à la consolidation de la démocratie en Afrique.

*Abdoul Chaolis Diallo*

## Flash Info

# Remaniement ministériel décrété par le Colonel Doumbouya



Dans une annonce diffusée en urgence mardi soir sur les ondes de la télévision nationale, le chef de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, a procédé au limogeage de Mamadou Pèthè Diallo de son poste de ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. Cette décision majeure a été officialisée via un décret présidentiel.

Le successeur désigné pour prendre les rênes du ministère crucial est le Dr Oumar Diouhè Bah. Jusqu'à présent, il

occupait la fonction de directeur national de la pharmacie et du médicament au sein du ministère de la Santé. Ce changement à la tête du département de la santé marque une nouvelle étape dans les ajustements opérés par le Colonel Doumbouya dans le pays depuis son accession au pouvoir. L'arrivée du Dr Diouhè Bah est attendue avec anticipation, alors que la nation cherche à faire face aux défis pressants en matière de santé et d'hygiène publique.

*Souleymane Bah*

## Bogola Haba

# «Alpha doit retourner à Conakry et répondre de ses actes devant la justice guinéenne»

En effet, après son crime de troisième mandat illégal contre la jeune démocratie guinéenne et l'unité nationale en addition à ses agissements antérieurs avant son accession au pouvoir en 2010, il est important pour toute la classe politique guinéenne patriote et pour chaque citoyen de se désolidariser complètement et dès maintenant de l'ancien Président Alpha Condé dans sa nouvelle aventure incertaine contre les intérêts fondamentaux de notre nation en pleine refondation, redressement, rectification institutionnelle et positionnement.

Nous devons nous rappeler toujours que notre frère Alpha Condé n'a pas de femmes ni d'enfants ou petits enfants en Guinée aujourd'hui. Il n'a que des intérêts économiques, politiques et les intérêts de ses amis étrangers. Et pour ces intérêts, il est capable de tout contre la stabilité de notre nation comme il l'a déjà fait avec son projet suicidaire et meurtrier de troisième mandat exécuté avec force malgré les appels et mises en garde de la communauté nationale et internationale pendant au moins trois (3) ans.

Si sous les gouvernances de Sékou Touré, de Lansana Conté, de Moussa Dadis Camara, de Sekouba Konaté et sous sa propre gouvernance de 2010 à 2021, ses agissements contre les intérêts fondamentaux de la Guinée sont restés impunis jusqu'à maintenant, c'est parce que des



guinéens le soutiennent dans ses projets.

Alors, ses nouveaux et anciens soutiens en Guinée et à l'étranger d'aujourd'hui doivent savoir que les générations, les époques et les hommes qui gouvernent la Guinée ont changé et toutes nouvelles tentatives contre la nation guinéenne ne restera pas impunis car les guinéens et guinéennes n'ont que la Guinée malgré son taux élevé de chômage hérité du passé et son passé d'Ebola meurtrier et stigmatisant.

Par conséquent, comme le Vieux Alpha Condé est maintenant en bonne santé, nous demandons aux États étrangers qui l'hébergent d'accepter de le livrer à la justice guinéenne pour répondre et se blanchir dans le respect de ses droits humains et d'ancien chef de l'Etat de toutes les chefs d'accusations pour crimes économiques, de sang et de haute trahison qui pèsent sur lui.

FNDD, Mon devoir, ma patrie.

*Keamou Bogola Haba. Coordinateur National du FNDD*

Avertissement du ministre de la Justice Charles Wright

## Restrictions strictes sur l'usage des insignes des magistrats dans l'espace public



Dans une réunion cruciale tenue le vendredi 17 novembre 2023 avec les chefs des juridictions du pays, le ministre de la Justice et des droits de l'homme, Charles Wright, a abordé divers sujets révélant les obstacles entravant l'application des textes et des lois.

Profitant de cette occasion, Charles Wright a émis un avertissement solennel aux magistrats concernant l'utilisation de leurs insignes, soulignant l'importance cruciale de s'identifier clairement en tant que magistrat et mettant en garde contre les conséquences potentielles. « J'insiste sur le fait que vous devez vous identifier en tant que magistrats. Si l'on découvre l'insigne du président de la chambre dans le véhicule de votre épouse, elle pourrait être poursuivie pour usurpation de titre. Cela s'applique à tous les magistrats. Mettons fin au désordre, car on retrouve même ces insignes dans les minibus et les taxis. Je vais instruire les forces de dé-

fense et de sécurité de demander la carte professionnelle à quiconque est trouvé avec un macaron de magistrat. Laissez passer celui qui peut montrer sa carte. Si vous prêtez votre véhicule à votre épouse, retirez l'insigne », a-t-il averti.

Poursuivant dans le même sens, le ministre a souligné « l'impératif sécuritaire » auquel les magistrats doivent se conformer. « Beaucoup utilisent ces insignes de magistrats pour échapper à la vigilance, et à ce stade, aucune piste ne peut être écartée. Chacun doit reconnaître que nous faisons face à une nécessité sécuritaire, et nous devons savoir qui bénéficie de quels droits », a-t-il insisté. Cette mise en garde vise à instaurer des restrictions strictes afin d'assurer la sécurité publique et de dissuader toute utilisation inappropriée des insignes des magistrats dans l'espace public.

Aziz Camara

## Insécurité

# Mesures draconiennes à Kankan pour contrer la menace terroriste

Dans une réaction immédiate à la montée alarmante de l'insécurité dans la Haute Guinée, les autorités de Kankan ont pris des mesures radicales lors d'une réunion d'urgence tenue ce lundi 20 novembre. Face à la menace terroriste qui plane sur la région, le gouverneur de Kankan, le colonel Moussa Condé, a annoncé des directives strictes visant à renforcer la sécurité.

« Nous avons donné des grandes recommandations. D'abord, nous avons demandé à tous les chefs de quartier de nous recenser les points criminogènes dans les quartiers, quel que soit le coin », a déclaré le colonel Moussa Condé à la presse après la réunion. « Deuxièmement, j'ai demandé à l'hôtellerie de recenser tous les hôtels et de surveiller la rentrée des gens. Désormais, quiconque rentre dans un hôtel doit se faire recenser et être muni

d'une carte. »

Le maire, les chefs de quartier, les chefs de secteurs et les carrés ont reçu des instructions claires pour participer activement à la surveillance. « Quiconque doit prendre une maison dans un quartier doit être recensé », a ordonné le colonel Moussa Condé aux responsables locaux. Il a également appelé la jeunesse à former des comités de veille dans tous les quartiers.

« La question de la sécurité touche tout le monde. Ces derniers temps, à Kankan, il y a assez d'insécurité. C'est pourquoi, nous nous engageons à ce que cette impunité ne continue pas. Nous nous engageons également à sanctionner à la hauteur de leurs forfaitures toute personne reconnue coupable devant le Tribunal de première instance de Kankan », a prévenu le substitut du procureur de

TPI de Kankan, Mohamed Lamine Diallo.

Le commandant de la 3ème région militaire de Kankan a sollicité l'appui de la population pour faire face à cette situation préoccupante. « Nous sommes là pour sécuriser les populations et leurs biens. Nous envisageons beaucoup de choses dans ce sens », a-t-il souligné.

Le colonel Mamadi Condé a mis en garde contre la menace terroriste qui plane sur la région. « Nous sommes en train de parler de la sécurité à Kankan, c'est vrai. Mais au-delà, nous avons un autre phénomène mondial qui est le terrorisme, le djihadisme. Nous savons combien de fois, ces gens menacent le monde entier aujourd'hui », a-t-il souligné, mettant en évidence la nécessité cruciale de rester vigilant dans ce contexte mondial troublant.

Mamadi Traoré.

## Opération anti-criminalité à Kankan

# Le gouverneur annonce des mesures strictes

La région administrative de Kankan est actuellement en proie à une vague d'insécurité, marquée par plusieurs attaques à main armée perpétrées par des bandits. Pour faire face à cette recrudescence inquiétante, le gouverneur de la région, le Colonel Moussa Condé, a décidé de déclarer la guerre aux malfaiteurs.

Lors d'une rencontre tenue ce lundi, le gouverneur a dévoilé un ensemble de mesures audacieuses impliquant le maire et les chefs de quartier, dans le but de contrer l'insécurité qui sévit à Kankan.

« Nous avons enjoint aux responsables de quartier de mettre tout en œuvre pour nous aider à recenser les points de regroupement des bandits. J'ai demandé un recensement exhaustif de tous les hôtels de la ville, avec une surveillance accrue pour déterminer qui y



entre et qui en sort. Désormais, j'exige que toute personne pénétrant dans ces établissements soit munie d'une pièce d'identité telle qu'un passeport, une carte d'identité ou un permis. En l'absence de ces documents, elles ne doivent pas être logées, car nous ignorons qui elles sont. En ce qui concerne les quartiers, j'ai donné l'ordre au maire de Kankan, ainsi qu'aux chefs de quartier et de secteur, de

s'informer préalablement sur les personnes cherchant un logement. Ils doivent enquêter sur leurs origines. Aux jeunes, j'ai demandé de former des comités de veille dans tous les quartiers, actifs jour et nuit, et la municipalité se chargera de les récompenser avec le prix du thé. La police est autorisée à patrouiller dans les quartiers pour appréhender les bandits et ceux qui les hébergent, et de les nous les ramener », a déclaré le Colonel Moussa Condé.

Le gouverneur Moussa a également mis en place le numéro d'urgence 129, mis à la disposition de la population afin de faciliter les dénonciations des malfaiteurs. Cette série de mesures témoigne de la détermination des autorités à éradiquer l'insécurité qui sévit actuellement dans la région de Kankan.

Mamadi Traoré

## Opinion

# La promotion de la culture du mérite et de l'excellence, une nécessité absolue en Guinée

**Les Guinéens sont intelligents et brillants, les parcours des uns et des autres en font foi. Nous avons eu assez d'intellectuels, parmi lesquels, une panoplie de scientifiques, une ribambelle d'artistes et stars, une pléiade de diplomates de renommée et que sais-je encore ?**

Malheureusement, tous ceux-ci ont eu à gagner et mériter l'admiration du monde entier de par leurs propres efforts, leur acharnement et leur engagement. Car, délaissés par l'État et leur nation, ils se sont vu valoriser et célébrer ailleurs, et non à leurs racines. Pour preuve, ces talents ont pour la plupart été hissés au sommet à partir de l'extérieur. La promotion de Grand par la Côte d'Ivoire, suffit pour exemple probant.

Par conséquent, nos bibliothèques et nos sommités ont fini par disparaître sans laisser de traces rentrant dans les vestiges et le patrimoine intellectuel du pays.

Le 02 octobre 1958, a vu un peuple riche en culture, courageux, engagé et surtout patriote, et prêt à rayonner dans le monde à travers son développement et son exemplarité. Cette politique d'émancipation cohérente, pensée et voulue par nos devanciers, a pu faire de ses preuves en faisant de notre pays à l'époque, la plaque tournante de la politique et de la diplomatie africaine, laquelle diplomatie est d'ailleurs, avant tout culturelle.

Les pays voisins qui couraient après notre exemple quand-t-on faisait les beaux jours de l'Afrique sur le continent et à l'international à l'époque, ont fini par devenir pour nous des exemples à suivre aujourd'hui.

En tant que guinéens, en sommes-nous conscients de l'immensité de notre héritage et patrimoine culturels ? en sommes-nous en mesure de mesurer les conséquences de notre inaction sur notre époque et sur celle des générations futures ? sommes-nous prêts à relever le défi tous ensemble, tout en se soutenant mutuellement ?

Les réactions seront nombreuses vis-à-vis de ces nombreuses interrogations, mais elles ne seront recevables

que quand la pratique l'emporte sur la théorie, et que la franchise l'emporte sur l'hypocrisie. Sans oublier le souhait que le patriotisme l'emporte sur nos intérêts pris séparément.

Les pays voisins ne font rien d'extraordinaire que le Guinéen n'a pas eu à faire ou qu'il ne peut pas faire, car l'on a longtemps servi de source d'inspiration pour ces pays, et cela, de par notre bravoure et sur tous les plans de la vie à un moment donné de notre existence. Le NON au référendum du 28 septembre 1958, le franc syli, le Hafïa 77, la libération des colonies portugaises, le Bembaya jazz national, pour ne citer que ceux-ci, restent et demeurent des symboles africains de la résistance, de l'émancipation et du panafricanisme.

En revanche, nous nous devons aujourd'hui de reprendre les commandes, dans l'espoir de pouvoir retrouver nos repères perdus de par l'inexistence de l'État pendant un très bon moment dans la vie de notre nation, mais aussi, de par l'indifférence des gouvernés que nous sommes et qui en sommes les principales victimes, un challenge qui ne demande que de la volonté renforcée de solidarité et de patriotisme.

Si les pays voisins favorisent les meilleurs et les préparent pour relever les défis et au niveau national, et au niveau international, la Guinée quant-à elle, a gommé cela dans son agenda politique depuis des années. Certains pays vont jusqu'à mettre en place des services spécialisés pour détecter, former, mentorer et sponsoriser les meilleurs au service de la nation dans tous domaines. Ils ne se limitent pas là, car visant plus loin, ils cherchent des opportunités de distinctions en faveur de leurs élites, les soutiennent et les appuient dans leurs candidatures et cela à

tous les niveaux, dans les organisations et institutions internationales, dans les firmes multinationales, pour des prix et distinctions à l'international, dans les sommets et rencontres internationaux. C'est cela aussi l'autre rôle de la diplomatie d'un pays.

Cependant, la Guinée qui était à la croisée de toutes les gloires continentales et internationales, a fini par changer de priorités et par conséquent, elle a perdu sa propriété historique qu'elle n'a pas su jalousement gardé, et cette gloire a cédé sa place à la fierté théorique qu'elle ne cesse de chanter à chaque occasion sans impact.

## Bienvenue dans cette Guinée qui est dorénavant méconnaissable.

Tenez vous bien, car dans cette Guinée de nos jours, on contribue amplement à l'extinction et à la disparition brusque de nos talents sur la scène internationale. Pourtant, combien de nos compatriotes sont excellents hors du pays, toutefois dans ce pays, il est très difficile pour cette catégorie de la classe sociale d'expérimenter son savoir-faire en le mettant au service de la patrie, pour une bonne émergence économique accompagnée de développement durable.

Pire, nous ne faisons plus confiance en nos filles et fils, et du coup d'autres pays en profitent pour asseoir leur empire et leur domination économique dans notre propre pays rempli de pauvres. Travailler avec les étrangers n'est pas mauvais en soi, mais les préférer aux Guinéens provient d'une logique mal exprimée.

Car, s'il y a des jeunes pleins de cupidité aujourd'hui, c'est parcequ'ils se sont retrouvés pris au piège par un système qui n'est pas favorable au chan-



gement et à la transparence. Qu'à cela ne tienne, une partie de la responsabilité leur est imputable, dans la mesure où, tout est une question de volonté, de responsabilité et de patriotisme.

Pour prouver que c'est un manque de volonté et que faisons preuve de mauvaise foi par endroit, il y a bel et bien de ces pays, qui étaient à la base confrontés à tous les maux favorisant la mal gouvernance, mais qui ont réussi à se départir de ce fléau et à même devenir des modèles et des exemples à suivre de nos jours.

C'est le cas du Rwanda, dont le Président (Paul KAGAME) disait, qu'il s'inspire des ouvrages de notre premier Président, feu Ahmed Sékou TOURE pour développer son pays. De ce fait, il sera juste question pour nous, de revenir à nos sources et à nos racines pour puiser ce qui est bon et se débarrasser de ce qui ne l'est pas, dans le but d'utiliser le brevet à bon escient. Reproduire en partie avec une touche personnelle ce que les autres ont fait pour arriver à un stade plus ou moins satisfaisant et acceptable, doit aussi être de mise, car cela constitue un tremplin idéal pour l'émancipation et le progrès. Pour cause, pas de science ni de connaissances, sans réfé-

rence.

Par ailleurs, les autres pour avoir le mérite d'être considérés comme des références, ont développé des grandes écoles en technologie, en administration publique, en économie, en santé, en entrepreneuriat et en science de la vie et de la terre. Cela a pris du temps, mais ils ont rattrapé ce temps perdu de par le fait qu'il sont partis sur du solide et cela a fait qu'ils sont même en avance sur leur temps à présent.

Dans le même sillage, posons-nous dorénavant des questions de management global accompagnées de perspectives d'avenir. Telles que, comment pourrions-nous avoir des grandes firmes multinationales, des banques, des industries fondées par des guinéennes et guinéens ?

Trouver des éléments de réponse corrects à une telle question, nous fera forcément agir et nous donnera une ouverture d'esprit, dans un bon sens, avec des actions concrètes.

En effet, nous n'arrivons pas à avoir des hommes de renommée et des grands hommes d'affaires comme chez nos voisins et plus particulièrement au Nigeria. Et être propriétaires de ban-

(Suite à la page 9)



## Opinion

# La promotion de la culture du mérite et de l'excellence, une nécessité absolue en Guinée

ques comme le Maroc, de holdings comme le Sénégal, d'ingénieurs pointus comme la Côte d'Ivoire etc.

Très clairement, la réponse est simple et simpliste, car trop de méchanceté et de jalousie exagérées dans le sens négatif, aboutissant à la destruction de son prochain, et nous sommes contre la promotion de l'excellence. Loin d'exagérer, la médiocrité est devenue une religion dans notre Guinée qui s'est métamorphosée au détriment de son identité et de sa réputation habituelle. Il faut nécessairement bannir et mettre fin à ce système qui fait fuir les plus brillants de leur propre pays. Un ami disait que, la Guinée est un cimetière de talents.

Pour la petite histoire, en tant que boursiers d'État, nous sommes arrivés au Maroc avec des sacrifices venant de nos parents, avec notre statut de jeunes étudiants pauvres, confrontés aux mêmes défis, on a du épouser le travail comme moyen de réussite. Nonobstant la galère et le climat plus que défavorable, l'on s'est battu corps et âme afin d'obtenir des diplômes mérités et vérifiables. Il est arrivé un moment, où l'on ne comptait plus sur la bourse, car nous étions issus de catégories défavorisées, à cause de la casquette franco-arabe que certains d'entre nous portaient. Nous étions sans bourse, pire on a été accompagné de propos blessants et méprisants venant de certains cadres du Service National de Bourses Extérieures (SNABE) d'alors, et de quelques cadres de l'ambassade à l'époque.

Plusieurs étudiants guinéens brillants à base ont eu à renoncer à leur talent de bosseur et tomber dans les travers de la vie. La raison est unique, ils ont été victime de cette injustice affichée et voulue venant des uns et des autres. Pendant ce temps, les enfants des hauts cadres faisaient la fête avec des primes de plus de 7000 USD, quand les plus méritants, dits lauréats ne touchaient que 1000 USD par an.

La bourse de certains d'entre eux ont été coupées sans explications, ni justifications, et pire, l'ambassade fuyait sa responsabilité pour le retour des étudiants au pays après les études. Pour ce qui est de leurs billets d'avion, elle les dirigeait vers l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), afin qu'ils soient rapatriés comme des migrants clandestins favorables à un retour volontaire dans leurs pays respectifs.

Pourquoi traiter la classe intellectuelle de la sorte, qui contribue surtout au rayonnement du pays de par leur travail, leur rang et leur sens de l'excellence, et même salir l'image du pays à l'international en les faisant rapatrier sous la couverture d'une instance par le biais de laquelle, notre souveraineté et notre fierté ne sauraient être exprimées.

En clair, la promotion de l'excellence fait défaut en Guinée, plusieurs talents se sont vus ici calculer par zéro et réduits en néant, chose qui très très regrettable et alarmante, si toutefois l'on ne change pas de fusil d'épaule. Succinctement, notre génération doit se surpasser de ces paradigmes malsains et malveillants afin de s'unir pour l'assistance mutuelle et la coopération fraternelle entre les filles et fils de la Guinée, car sans cette union, personne ne viendra nous valoriser à notre place.

Chers (es) compatriotes, ayons le courage de briser cette pratique dangereuse sur tous les plans, notamment scientifique, économique culturel etc.

**Le prophète dit, il n'est croyant que, celui qui aime pour lui ce qu'il aime pour les autres.**

Il sied de noter, soit nous nous valorisons ou nous prenons notre mal en patience. Un jour, les Guinéens comprendront sans nul doute que, la nécessité de se serrer les coudes, valoriser ses intellectuels et talents et sauvegarder son intelligentsia. Sinon, il est regrettable dans un pays que, même le Champion international de

mémorisation du Saint Coran n'est pas célébré. Juste incroyable le cas de Oumar TOURE, Champion international en Malaisie en 2023, est une illustration parfaite. Nous valorisons le concours de beauté avec des enveloppes conséquentes, mais nous ne célébrons pas nos écrivains, nos chercheurs, nos lauréats du BAC etc.

L'équation selon laquelle, la richesse d'un pays se résume à sa richesse humaine, est valable pour tous les États de ce monde. Alors, c'est aux gouvernants de poser cette équation et c'est aux gouvernés de s'impliquer en vue de sa résolution. Mettons nos énergies

positives et productives ensemble pour l'intérêt général, pour contrer l'épidémie de médiocrité et de négativité. Investissons dans la formation pour avoir un capital humain hautement qualifié sans laisser pour compte les artistes et les disciplines sportifs ou les reléguer au second plan. C'est le lieu de rappeler l'une des ambitions et des priorités des nouvelles autorités, qui n'est rien d'autre que, la paix et le développement durable.

En définitive, la diversité de nos activités par secteur, est une richesse que nous devons exploiter en nous soutenant mutuellement. À fouiller de fond en comble,

l'on s'en rend compte que nous voulons la même chose à la base, ce qui se résume à l'évolution et au progrès de notre génération et de notre nation.

Je souhaite ardemment que l'intelligentsia et l'expertise de la Guinée rayonne dans les institutions régionales et internationales, mais aussi parmi les grands et les célébrités de ce monde, je souhaite que nos entreprises se développent et qu'elles aient leurs propres brevets, je souhaite qu'il ait des futurs prix Nobel parmi nous.

Unissons-nous et allons à l'essentiel, nous vaincrons.

IBRAHIM MANSARÉ, *phd*

## Crise Financière à Labé

### Les agents d'assainissement en attente de salaires depuis trois mois



Labé, la commune urbaine, est actuellement le théâtre d'une situation préoccupante alors que les agents chargés de l'assainissement de la ville n'ont pas perçu leurs salaires depuis une période s'étendant sur trois mois, selon des informations provenant d'une source bien informée. Les travailleurs, engagés par la société «Tayob» dans le cadre de l'assainissement de la ville, se retrouvent dans une impasse financière qui pourrait prendre une tournure dramatique dans les prochains jours.

L'un des agents responsables de l'assainissement, rencontré par notre correspondant régional, a exprimé son mécontentement face à cette situation financière désastreuse. Dans des déclarations poignantes, il a partagé la détresse vécue par ses collègues : «Ils nous doivent de l'argent, depuis l'arrivée de la société Tayob ici, nous sommes privés de nos salaires. Auparavant, ils nous rémunéraient au moins, mais actuellement, cette situation est très difficile pour nous. Par exemple, moi, j'ai sept (7) enfants à

nourrir chaque jour. Nous appelons le maire à s'impliquer et à résoudre ce problème dans les plus brefs délais», a révélé Sentou Sissoko.

Le président de la commission d'assainissement et de déguerpissement à la mairie de Labé, Alpha Souleymane Diallo, a réagi à cette crise, assurant que des mesures seront prises pour remédier à la situation financière précaire des nettoyeurs. «Ils seront tous payés, nous allons prendre les choses en main. Nous n'étions pas informés de cette situation. Nous allons gérer le problème avec la société concernée pour comprendre ce qui s'est passé», a promis M. Diallo.

Cette crise financière, mettant en lumière les difficultés auxquelles sont confrontés les agents d'assainissement, souligne l'importance d'une intervention rapide des autorités locales pour résoudre cette situation qui préoccupe la communauté de Labé depuis trois mois.

Hassimou Tounkara

# Santé... Santé... Santé...

## La physiothérapie en pratique

### Comment ça fonctionne ? Est-ce efficace ? (Suite et fin)

tel:Électrothérapie

**Électrostimulation musculaire :** Utilisation de courants électriques pour stimuler les muscles et favoriser la récupération musculaire.

**TENS (Stimulation électrique transcutanée des nerfs) :** Appareil qui envoie de faibles courants électriques à travers la peau pour soulager la douleur.

#### Ultrasons

Les ultrasons sont utilisés pour traiter les tissus profonds en générant des vibrations sonores à haute fréquence. Ils sont couramment utilisés pour la gestion de la douleur et la réduction de l'inflammation.

#### Chaleur et froid

Les appareils de thérapie par la chaleur, comme les coussins chauffants, peuvent détendre les muscles et soulager la douleur.

Les compresses froides ou les machines de cryothé-

rapie sont utilisées pour réduire l'inflammation et engourdir les zones douloureuses.

#### Appareils de traction

Les tables de traction ou les dispositifs de traction cervicale sont utilisés pour étirer la colonne vertébrale et soulager la pression sur les disques intervertébraux.

#### Appareils de résistance

Les bandes de résistance, les poids et les appareils de musculation sont utilisés pour renforcer les muscles et améliorer la stabilité articulaire.

#### Appareils de thérapie par ondes de choc

Les ondes de choc sont utilisées pour traiter les problèmes musculo-squelettiques, notamment les tendinopathies et les calcifications.

#### Appareils de mobilisation

Les tables de mobilisation, les dispositifs de dé-

compression vertébrale et les appareils de renforcement de la mobilité articulaire sont utilisés pour restaurer la mobilité des articulations.

#### Appareils de rééducation fonctionnelle

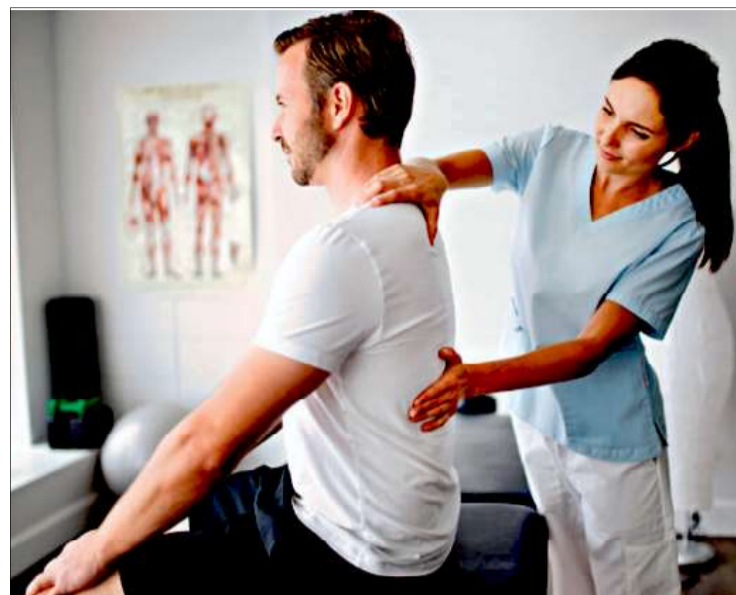
Ces dispositifs incluent des vélos d'exercice, des tapis roulants, des simulateurs de marche, etc., pour aider les patients à rétablir leur fonction physique.

#### Appareils de surveillance

Les moniteurs de fréquence cardiaque, les podomètres et d'autres dispositifs de suivi sont utilisés pour évaluer la progression de la rééducation.

#### Appareils de massage et de thérapie manuelle

Des appareils tels que les appareils de massage par percussion peuvent aider à détendre les muscles tendus et à améliorer la circulation



sanguine.

#### Physiothérapie : existe-t-il des contre-indications ?

La plupart des techniques de physiothérapies ne présentent pas de contre-indications.

Néanmoins, l'électrothérapie est déconseillée pour les personnes épileptiques et les personnes portant un pacemaker. Il est également vivement déconseillé d'utiliser un appareil d'électrostimulation sur l'abdomen des femmes enceintes ou des personnes atteintes de hernies, sur la face avant du cou ou en cas de troubles circulatoires arté-

riels importants des membres inférieurs.

En cas de doute, il convient de demander l'avis d'un médecin.

#### Prix et remboursement : est-ce que la physiothérapie est gratuite en France ?

Les séances de physiothérapie peuvent coûter **entre 20 et plus de 85 euros par séance** (honoraires libres). Elles sont partiellement remboursées par la Sécurité sociale (remboursement à hauteur de 60%), à la seule condition de faire l'objet d'une prescription médicale.

*Topsante.com*

## Témoignage

### « J'ai dompté mon syndrome des jambes sans repos »

À 37 ans, Marjorie ne dort plus la nuit et ses soirées relèvent d'une lutte fastidieuse avec ses jambes sans repos. Elle raconte comment, après quatre années cauchemardesques, elle a réussi à dompter ses impatiences.

« Si seulement je pouvais débrancher mes jambes, le soir, ou les flanquer dans un placard, fermé à double tour, jusqu'au matin ! » Voilà ce que je me répète pendant quatre ans. Car, inlassablement, entre 22 h et 23 h, alors que je suis enfin au calme dans le canapé, semi-allongée ou assise, des élancements très désagréables s'emparent de mes jambes, complétés de fourmillements et, parfois, de décharges électriques. Et ces impatiences peuvent s'éterniser jus-

qu'à 3 h du matin. Un cauchemar éveillé.

Exaspérant ! Car la seule solution pour museler les symptômes est de marcher, marcher, marcher. Encore et encore. Interminablement. En secouant régulièrement mes jambes de mouvements saccadés. Avec le temps, je découvre que le froid affaiblit l'intensité des symptômes, car j'ai également la sensation que mes pieds et mes mollets chauffent comme après un coup de soleil.

#### « Cette maladie est imprévisible et vicieuse »

Aussi, je fixe des poches de gel glacées, stockées au congélateur, sur mes jambes – le jet d'eau froide étant insuffisant – et j'arpente l'appartement à en pleurer de

fatigue autant que de colère, surtout le mardi soir, car ça augure d'un mercredi gâché avec mes enfants. Un de plus, où je vais être à côté de mes pompes, somnolente. Professionnellement, je suis logicienne et j'ai fait plusieurs erreurs d'inattention, qui auraient pu être préjudiciables.

J'en viens à appréhender mes soirées avec une boule au ventre, car cette maladie est imprévisible et vicieuse, elle laisse quelquefois un petit répit, on croit que ça se tasse enfin, et paf !, ça repart de plus belle.

Et réussir à s'endormir n'est qu'une partie du problème, car, certaines nuits, mes jambes font des secousses pendant mon sommeil, appelées mouvements périodiques. Résultat : je fais



de multiples microréveils, qui ne me réveillent pas toujours complètement, mais mon mari, si. Je finis par lui proposer de faire chambre à part. La double peine... Mais il refuse. Son amour me porte dans cette épreuve. Car, après quatre ans à enchaîner les nuits rarement réparatrices, je suis éreintée, avec le moral à zéro.

#### Les médecins incriminent mes veines

J'ai pourtant consulté assez tôt, mais ma généraliste a dépisté une insuffisance

veineuse, corroborée par un angiologue, avec un Doppler. L'insuffisance est minime, mais réelle. Comme j'ai eu une grossesse gémellaire, seulement seize mois après mon aînée, incriminer mes veines leur a paru logique. Durant ces années, je cumule donc bas de compression, surélévation de mes jambes – ce qui aggrave les impatiences –, gélules de vigne rouge et de fragon, en vain.

(A suivre)

*TopSanté*

## Combats en Éthiopie

# « La sacralité qui protégeait le site et la ville de Lalibela a volé en éclat »

**Le 9 novembre 2023, l'armée fédérale éthiopienne a repris en Amhara le contrôle de Lalibela, après le départ des miliciens locaux qui s'en étaient emparés auparavant. Ces affrontements ont suscité de fortes craintes au sujet des églises de cette ville sainte orthodoxe, inscrites au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1978. Les chercheuses Marie Bridonneau et Marie-Laure Derat, co-directrices du projet « Sustainable Lalibela », font le point sur la situation du site et leur conservation. Entretien.**



Les récents affrontements entre l'armée éthiopienne et les milices amharas Fano dans Lalibela ont suscité de fortes craintes pour les églises orthodoxes de la ville, inscrites au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1978. Ces édifices construits dans la roche au début du XIII<sup>e</sup> siècle n'ont pas été frappés directement, mais les combats s'en sont fortement rapprochés et ont contraint à l'arrêt des travaux de conservation.

En plus d'être un lieu sacré, le site était l'une des principales vitrines touristiques de l'Éthiopie jusqu'au début de la guerre du Tigré en 2020. Les chercheuses Marie Bridonneau et Marie-Laure Derat sont co-directrices du projet « Sustainable Lalibela », mis en œuvre par le Centre français des études éthiopiennes à Addis-Abeba. Le projet a vocation à former des ouvriers localement pour mener à bien les travaux de conservation.

**RFI : Est-ce que ces conflits sont une menace nouvelle pour les églises de Lalibela ?**

**Marie Bridonneau :** Que Lalibela soit intégrée dans les conflits récents qui ont affecté le nord de l'Éthiopie et surtout le Tigré, c'est une réalité. Ce qui change, avec les combats, qui se sont déroulés la deuxième semaine de novembre, c'est qu'ils ont eu lieu dans la ville-même de Lalibela. Ça, c'est très nouveau. Quand les forces de défense du Tigré ont contrôlé militairement Lalibela en 2021, toutes les forces en présence respectaient ce patrimoine, surtout en tant que lieu sacré. Il y avait tout un tas de procédures mises en place par les belligérants pour protéger les églises. Il n'y avait jamais eu de combats à Lalibela auparavant. C'est toute la différence avec ce qui s'est passé la deuxième semaine de novembre, où une arme lourde a été posée sur le mont qui surplombe immédiatement le site, à quelques

dizaines de mètres des églises. On parle aussi de quelques balles qui ont touché les abris de protection des églises, ce qui témoigne d'une proximité immédiate. Ce qui a volé en éclat de manière certaine, c'est cette sacralité qui protégeait la ville et le site.

**Est-ce que cela signifie que le site est plus menacé qu'auparavant ? Peut-il être visé délibérément ?**

**Marie Bridonneau :** On peut dire que le conflit en région amhara ces derniers mois est un conflit à bas bruit, qu'il est très peu relayé, même en Éthiopie. Je pense que ce n'est dans l'intérêt de personne de cibler Lalibela pour la détruire. En revanche, déployer des combats dans la ville pour attirer l'attention, c'est plus une possibilité. L'effet que de tels combats à Lalibela peuvent avoir, il sera forcément plus fort, car c'est un lieu sacré. Il y a une caisse de résonance.

**Quels sont les**

**principaux risques que les combats font courir aux églises ?**

**Marie-Laure Derat :** Pour ce qui est des vibrations engendrées par les combats, c'est difficile d'estimer le risque. Ces églises sont de toute façon fragiles. Donc, on peut penser que ça peut avoir des effets. En même temps, elles existent depuis le XIII<sup>e</sup> siècle et ont vu passer d'autres conflits. Pour le moment, on pense plus aux populations et aux dangers qu'elles courent qu'aux églises elles-mêmes. Il y a eu des morts sur place.

**Dans quel état se trouvent aujourd'hui les églises et en quoi consiste le projet de conservation « Sustainable Lalibela » que vous dirigez ?**

**Marie-Laure Derat :** Comme tout site patrimonial, les églises de Lalibela voient les effets du temps. Une dimension particulière de ce site, c'est que les églises sont entièrement creusées dans la roche. Le premier danger pour les églises de Lalibela, c'est l'érosion liée au climat, en particulier aux pluies. C'est la raison pour laquelle ces églises ont été très tôt mises sous abri pour être maintenues dans de bonnes conditions de conservation. On intervient pour trouver des enduits capables de reboucher certaines fissures, tout en gardant l'aspect rupestre du site.

L'idée, c'est aussi de former sur place des artisans et des ouvriers en mesure, par eux-mêmes, de maintenir le site en état. Les formations ont commencé en 2021. On a formé toute une équipe d'ouvriers qui sont maintenant quasiment autonomes. Dernièrement, dans la mesure où la ville n'était pas accessible aux équipes basées à Addis-Abeba et à Paris, les équipes locales ont travaillé en autonomie, juste en lien téléphonique ou internet avec les chefs de chantier. Ça a permis de poursuivre les travaux sur place.

**Les combats n'ont donc pas remis en cause toutes les démarches de**

**conservation ?**

**Marie Bridonneau :** Il faut différencier les périodes. Les tensions en région amhara entre l'armée éthiopienne et les forces locales et régionales amharas sont assez fortes depuis l'été.

Le site est difficilement accessible depuis Addis-Abeba pour des raisons de sécurité, mais il n'y a eu quasiment aucune interruption dans le travail depuis le mois d'août. Mais, pendant la phase des combats du 8 au 12 novembre, les travaux ont été interrompus, les gens se cachaient chez eux. Il faut un minimum de sécurité sur place pour que les activités reprennent.

**Marie-Laure Derat :** L'objectif du projet, c'est aussi de conserver les manuscrits qui se trouvent toujours dans les églises de Lalibela, en particulier en les numérisant. On a commencé ce travail cette année, mais il a aussi été interrompu en raison du conflit.

**Comment se profile la suite des travaux, compte tenu de ce contexte ?**

**Marie Bridonneau :** C'est difficile de se projeter sur la suite. Du fait de la guerre au Tigré depuis 2020, on a malheureusement une certaine expérience de travail en contexte de conflit. On a pris l'habitude de s'adapter au contexte et d'y réagir le plus justement possible. Très concrètement, en ce moment à Lalibela, on essaye de relocaliser certaines activités de formation à Addis-Abeba, de faire venir des collègues de Lalibela pour leur donner des respirations. Notre projet n'a de sens que s'il est utile aux communautés locales à Lalibela.

Ce n'est pas un projet de recherche simplement pour la recherche sur les églises. On souhaite apporter du soutien, de l'activité, des rémunérations pour les gens qui travaillent dans le cadre de ce projet. Il s'agit de trouver les moyens de continuer à être utile à nos collègues et collaborateurs à Lalibela.

Source : rif